

COVID-19 ET ÉCONOMIE (POINT DE SITUATION N°5) : LA CONJONCTURE DANS LE MONDE



Service des études économiques, le 23/04/20

- *Le choc d'offre sur l'économie- mais aussi de demande- est inédit.*
- *Le FMI, qui a retenu un scénario de référence dans lequel le confinement durerait globalement deux mois, envisage un repli de 3 % du PIB mondial pour l'exercice 2020 ; en regard, celui-ci était resté stable lors de la crise de 2009...*
- *Aux Etats-Unis, où le confinement a été plus tardif qu'en Europe, les conséquences sur l'activité sont également spectaculaires.*
- *Un peu partout, des plans de soutien massifs sont mis en œuvre (chiffrés à 8 000 milliards de dollars au total). Ils sont vitaux pour le rétablissement de l'économie mais ne manqueront pas de soulever des risques à moyen terme pour les pays déjà très endettés.*
- *Nombre de nations africaines sollicitent des aides financières aux instances multilatérales.*

Quelques chiffres sur la pandémie

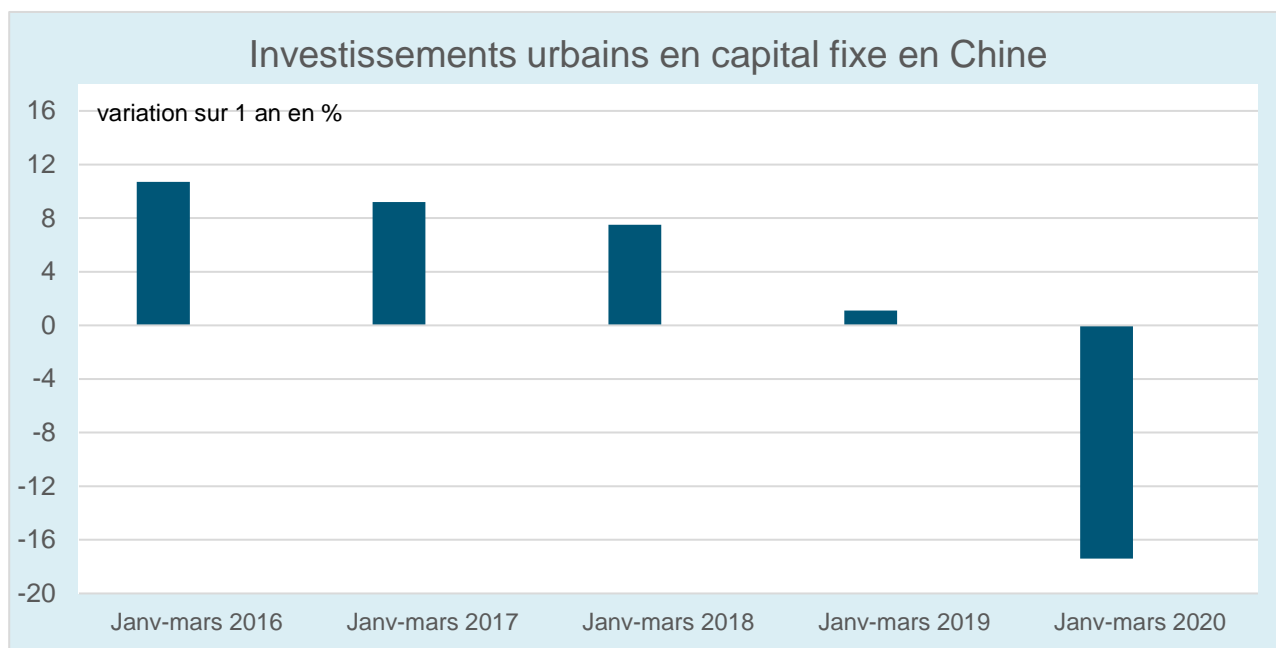
Selon les chiffres actualisés par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, près de 2,6 millions de personnes étaient contaminées par le Covid-19 dans le monde au 23 avril 2020 ; c'est environ un million de plus en quinze jours et deux millions en un mois. Les Etats-Unis sont de loin le pays le plus touché avec environ 843 000 cas, devant l'Espagne qui vient de passer la barre des 200 000 et l'Italie (187 000). Au total, 183 000 personnes auraient perdu la vie, dont un quart outre-Atlantique. Les trois principaux foyers en Europe déplorent chacun plus de 20 000 morts (dont la France), de sorte que celle-ci concentre 60 % des décès enregistrés à l'échelle mondiale. La Chine n'en aurait enregistré officiellement que 4 600, chiffre sans doute très inférieur à la réalité. Les pays riches d'Asie (Corée, Taiwan) ou ayant une frontière avec la Chine (Inde, Vietnam) sont plutôt préservés, de même que l'Afrique, pour le moment.

La pandémie a conduit à des mesures de confinement un peu partout sur la planète, y compris dans des territoires où celui-ci s'avère en pratique très délicat compte tenu de la faiblesse du niveau de vie de la population (qui dépend, pour une large part du travail informel). Depuis, certains pays d'Europe ont opté pour le déconfinement (Autriche, Danemark, Allemagne, République tchèque) ; d'autres suivront, notamment la France où il sera progressif.

Chute puis rebond fragile en Chine

Partie du Hubei en novembre dernier, la pandémie a conduit à un confinement de la population dans la province à la fin janvier 2020, puis à un confinement partiel dans la majorité des provinces du pays début février. **L'impact sur l'activité productive au premier trimestre a été violent, puisque la valeur ajoutée du secteur industriel aurait diminué de quasiment 10 % par rapport au début 2019.** Au total, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, le PIB chinois s'est contracté sur la période (- 7 %), soit un décrochage de 14 points par rapport à la tendance enregistrée lors des derniers exercices.

Les indicateurs les plus récents témoignent d'un rebond de l'économie depuis courant mars, notamment l'enquête menée auprès des directeurs d'achat, et, les ventes de voitures particulières qui avaient plongé de près de 80 % en février. Ce rebond reste néanmoins fragile puisque de nouvelles contaminations ont été détectées ces derniers jours dans le pays.



Source : National Bureau of Statistics

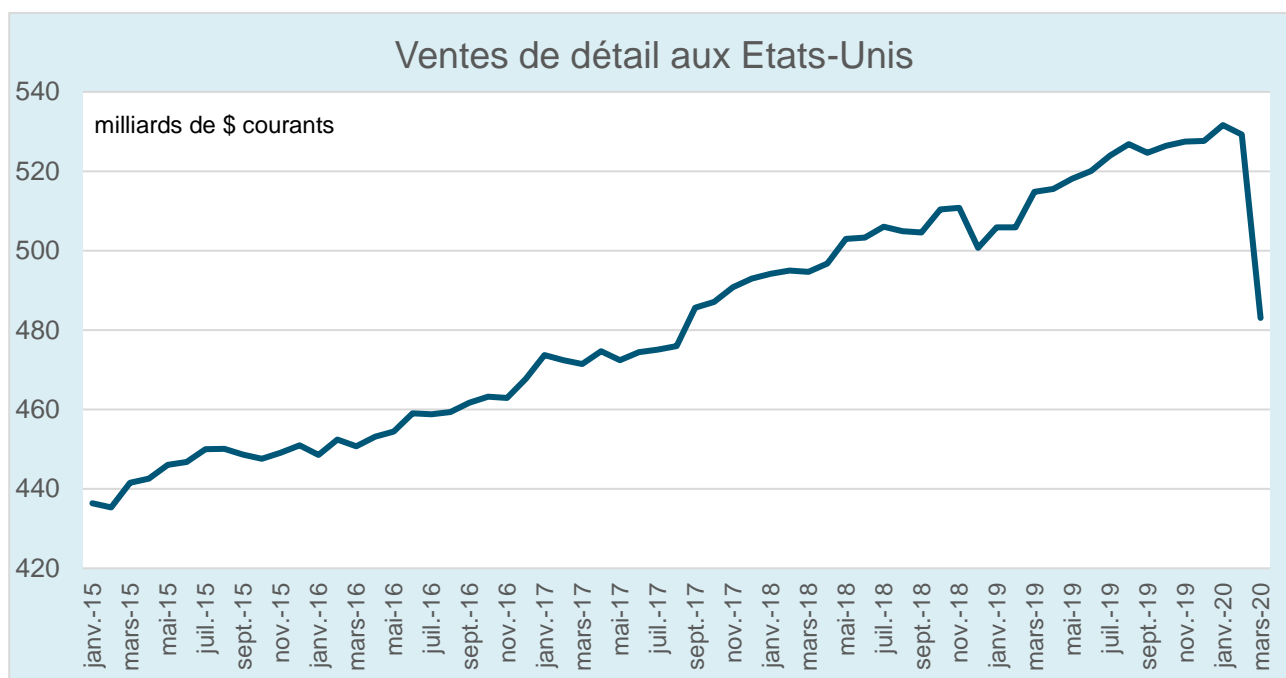
La stratégie de non confinement suivie par certaines économies d'Asie a permis de maintenir un certain niveau d'activité, comme en Corée où un dépistage massif a été opéré et un système de traçage a été mis en place. Il n'empêche, cette dernière marque le pas en raison de la contraction du tourisme et de son intégration dans les chaînes de valeur mondiale (baisse de 1,4 % du PIB lors des trois premiers mois de 2020, après une hausse de quasiment autant fin 2019). A Taiwan, le volume de la production industrielle est resté stable en mars, après un repli de 5 % en février.

Explosion du chômage aux Etats-Unis

Les premiers indicateurs portant la trace de la pandémie ont été publiés il y a quelques jours : par exemple, outre-Atlantique les ventes de détail exprimées en dollars courants ont décliné de 9 % en mars. Là-bas, tous les Etats fédérés sont affectés par le virus, où le nombre de cas s'est accru considérablement alors que le président américain a longtemps sous-estimé ses effets potentiels. En l'absence de dispositif de chômage partiel, l'envolée

du chômage est sans précédent puisque 23 millions d'inscriptions ont été comptabilisées lors des quatre dernières semaines au 18 avril contre à peine 900 milliers en temps normal. **L'emploi salarié non agricole s'est réduit de 700 000 en mars, résultat qui devrait être nettement plus mauvais au mois d'avril.**

Fin mars, un plan de soutien budgétaire a été voté par le Congrès, représentant un montant total de 2 200 milliards de dollars, soit l'équivalent de la moitié des dépenses fédérales annuelles ; 40 % de celui-ci est dédié à des prêts garantis de l'Etat et 28 % à des transferts aux ménages (crédits d'impôts, entre autres). La relance est également d'ordre monétaire, la Réserve fédérale prévoyant notamment de racheter pour 500 milliards de dollars de prêts à court terme émis par les collectivités locales et d'accorder des prêts à des entreprises de taille intermédiaire pour 600 milliards ; elle avait ramené son principal taux directeur à proximité de zéro à la mi-mars, après l'avoir maintenu à proximité de 2,5 % au premier semestre 2019.



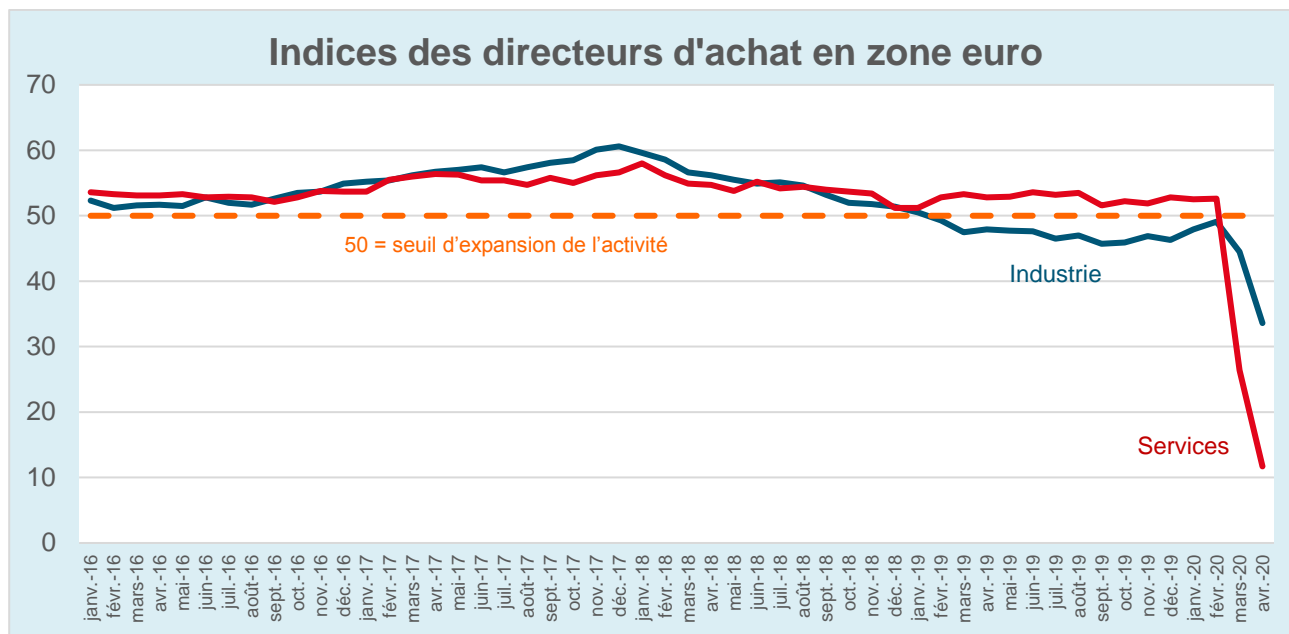
Source : Census Bureau

Le plongeon de la demande de pétrole lié à la paralysie de l'économie mondiale et aux restrictions de déplacement entraîne les prix avec lui. Les cours du WTI produit au Texas pour livraison en mai (autre cours de référence mondial que celui du Brent) sont même tombés en territoire négatif il y a quelques jours, les investisseurs souhaitant s'affranchir de stocks pléthoriques ! Le seuil de rentabilité des producteurs de pétrole de schiste aux Etats-Unis, qui avait pourtant sensiblement diminué lors de la décennie en cours, est donc largement franchi à la baisse : de nombreuses faillites d'entreprises du secteur se profilent.

Accentuation de la baisse du climat des affaires en Europe

Les résultats des enquêtes auprès des directeurs d'achat menées courant avril viennent tout juste d'être publiés. **Après la chute de 26 points intervenue en mars, l'indice des directeurs d'achat mesuré dans le secteur des services a perdu 13 points ce mois-ci en zone euro, ressortant au final à 12 (50 délimite le seuil d'expansion) ;** pour mémoire, il était tombé à seulement 39 au plus fort de la crise de 2009. L'industrie est moins

sévèrement affectée, même si la baisse est, elle aussi, d'une ampleur exceptionnelle ; les délais de livraison s'y sont allongés à un rythme sans précédent.



Source : Markit

Au final, le FMI envisage que le PIB de la zone euro diminuerait de 7,5 % cette année, moyenne autour de laquelle se situeraient toutes les grandes économies, même si l'Italie serait la plus affectée (- 9 %). Toutes mettent en œuvre un plan de soutien, comme en Allemagne où celui-ci repose sur un assouplissement des conditions de recours au chômage partiel, des mesures d'aide fiscale aux entreprises et la création d'un fonds de solidarité pour les petites unités et les indépendants (montant total estimé à 156 milliards d'euros, soit 4,5 % du PIB). Par ailleurs, la Banque centrale européenne a annoncé le 18 mars le lancement d'un plan d'urgence de rachat d'obligations équivalent à 750 milliards ; en tenant compte des achats d'actifs mensuels actés avant la crise, ce sont plus de 1 000 milliards qui auront été injectés dans l'économie de la zone euro, soit environ 9 % du PIB. L'an prochain, le rebond de l'économie européenne atteindrait à peine 5 %.

En France, sur laquelle nous reviendrons dans une prochaine note, la situation demeure hétérogène selon les secteurs. Certains sont quasiment à l'arrêt ou affichent un taux d'activité très faible (hôtellerie-restauration, événementiel, transport aérien, industrie automobile, ameublement, etc.) et d'autres fonctionnent quasiment « normalement » ou sont fortement sollicités (banque-assurance, grande distribution, industrie agro-alimentaire, bois-papier). A l'échelle de l'ensemble de l'économie, les créations d'entreprises ont fondu d'un quart au mois de mars selon le décompte de l'Insee. En même temps, le chômage partiel explose, plus de 10 millions de salariés étant concernés au 21 avril.

Dépréciation des devises et aide d'urgence dans les pays émergents

Le contexte actuel favorise les sorties nettes de capitaux, estimées à 100 milliards de dollars lors des trois premiers mois de 2020, ampleur nettement plus marquée que lors des crises précédentes. Une dépréciation générale des devises s'en est suivie, situation pénalisant au premier chef les pays massivement endettés en dollars (exemple :

la Turquie, où d'ailleurs, la défiance des investisseurs s'était déjà fortement accentuée à l'été 2018 au moment du durcissement de ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis). D'autre part, la pandémie entraîne par nature un plongeon du tourisme, dont les recettes dans la richesse nationale sont significatives, à commencer par la Thaïlande, le Maroc, la Malaisie, la Hongrie et la Tunisie. Enfin, le retournement des cours du brut fragilise notamment le premier pays d'Afrique, le Nigéria (dont les exportations de pétrole représentent environ 94 % de ses exportations totales), mais aussi l'Angola et l'Algérie.

Au 21 avril, une quarantaine de pays dont la moitié située en Afrique subsaharienne a bénéficié d'une aide d'urgence du FMI à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de dollars, via des allègements de dette, des facilités de crédit rapide et une augmentation des accords de financement existants.

Evolution de quelques indicateurs entre février et mars 2020

Monde	Production d'acier : -8,8 % (en volume)
Japon	Exportations de biens : -11,3 % (en volume)
Corée	Emploi : -2,5 %
Etats-Unis	Ventes de détail : -8,7 % (en dollars)
Allemagne	Immatriculations de véhicules particuliers : -34 %
France	Déclarations d'embauche de plus d'1 mois : -22,5 %
Pologne	Production industrielle : -1,8 % (en volume)

Sources : nationales, Worldsteel Association

Prévisions d'évolution du PIB sur un an en %

	2019	2020 (p)	2021 (p)
Chine	6,1	1,2	9,2
Japon	0,7	-5,2	3,0
Corée	2,0	-1,2	3,4
Etats-Unis	2,3	-5,9	4,7
Brésil	1,1	-5,3	2,9
Zone euro	1,2	-7,5	4,7
France	1,3	-7,2	4,5
Allemagne	0,6	-7,0	5,2
Italie	0,3	-9,1	4,8
Royaume-Uni	1,4	-6,5	4,0
Espagne	2,0	-8,0	4,3
Russie	1,3	-5,5	3,5
Pologne	4,1	-4,6	4,2
Nigéria	2,2	-3,4	2,4

Source : FMI
